



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE

Dossier n° F02413P0107

Arrêté du 18 DEC. 2013

Portant décision dispensant de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de région,

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2013 portant délégation de signature du préfet de la région Centre à Monsieur Nicolas FORRAY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02413P0107 relative au projet d'extension et de rénovation du village vacances « Les Violettes » à Amboise (37) reçue complète le 18 novembre 2013 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 10 décembre 2013 ;
- Considérant que le projet consiste en la rénovation de 58 pavillons dont 43 logements font l'objet d'une extension, la création de 23 habitations légères de loisir, l'extension du restaurant actuel et la restructuration de la cuisine, l'aménagement d'un parking de 20 places en plus de celles existantes, des travaux d'aménagement pour améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, et la construction d'un espace forme, d'un club enfant, d'un local vélos/entretien, d'une couverture amovible pour la piscine existante ;
- Considérant que le projet couvre un terrain d'assiette de 4,16 hectares ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 35° du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet se situe dans un rayon de 500 mètres de quatre monuments inscrits ou classés au titre des monuments historiques : le château royal d'Amboise (classé), le château du Clos-Lucé (inscrit), le fanum des Châtelliers (inscrit) et le rempart externe de l'oppidum proto-historique (inscrit) ;
- Considérant que le projet est en partie localisé dans le site UNESCO « Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes » ;
- Considérant que le projet est également en bordure de périmètre du site inscrit, au titre des articles L.341-1 à 22 du code de l'environnement, « Rives et îles de la Loire » ;
- Considérant que l'architecte des Bâtiments de France a émis un avis en date du 30 juillet 2013 favorable à la demande de permis d'aménager pour ledit projet, sous réserve du

respect de certaines prescriptions permettant d'assurer la prise en compte par celui-ci des enjeux de préservation et de mise en valeur du paysage urbain et du patrimoine architectural ;

- ⇒ Considérant que la zone susceptible d'être impactée ne présente pas, outre les éléments précédemment cités, de sensibilité particulière ;
- ⇒ Considérant ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

Arrête

Article 1^{er}

Le projet de d'extension et de rénovation du village vacances « Les Violettes » à Amboise (37) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

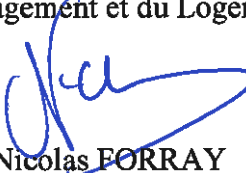
Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Orléans, le 18 DEC. 2013

Pour le Préfet de la région Centre
et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Nicolas FORRAY

Annexes : Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact**

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 Paris-La-Défense Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros devra être acquittée lors de l'introduction de l'instance, sauf dans les cas prévus au III de l'article précité, sous peine d'irrecevabilité de la requête présentée devant le Tribunal Administratif.

